L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $15 } *payable d'avance.*
Do. VOIES PAR MALLES.. $10 }

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 20 JUIN 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON,
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Bâton-Rouge.
3me. *District*—LŒUFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

CANDIDATS POUR LE CONGRÈS:
Premier Dist. Congressionel—L'hon. EDW. D. WHITE.
Second " " THOS. GIBBS MORGAN.
Troisième " " JOHN MOORE.

LEGISLATURE D'ETAT.
WM. DE BUYS,
GLENDY BURKE,
W. C. C. CLAIBORNE,
G. BEDFORD,
L. L. FERRIERE,
A. W. PICHOT.
CHRISTIAN ROSELIUS, Sup.

WHIG MEETING.

Une assemblée publique de tous ceux qui sont en faveur d'une réforme dans l'administration du gouvernement général, disposés à soutenir l'élection du général Harrison à la Présidence et de John Tyler à la Vice Présidence des Etats Unis, aura lieu lundi soir, 22 du courant, à la Salle d'Orléans, rue d'Orléans à 8 heures.

D'ordre du comité Whig Central.

THOS. URQUHART, Président.
J. B WALTON, } Secrétaires.
WM. HY. WARRE. }

ASSOCIATION TIPPECANOE.
DES JEUNES GENS DE LA NLLE. ORLEANS.

Quorum pour la prochaine réunion de l'Association, Lundi ce soir à 7 heures 1/2 dans la salle de la Cour de Paroisse.

KURSHEEDT
DELAPLAINE, } Secrétaires.

DEPENSES DU GOUVERNEMENT.

Au moment de comparaitre devant le peuple, son juge suprême, le parti de l'administration commence à perdre de son assurance; il commence à comprendre qu'il lui sera fort difficile de repousser les accusations innombrables qui sont portées contre lui avec des témoignages accablants; et, dans son désespoir, il emploie souvent pour se justifier des moyens qui rendent sa culpabilité encore plus évidente.

C'est ce qui lui est arrivé dans la tentative qu'il a tout récemment faite de repousser le reproche d'avoir considérablement augmenté les dépenses publiques.

Le chiffre des dépenses publiques est déterminé et publié chaque année par ordre du Congrès : il n'y a donc guère à discuter là-dessus; car si les chiffres peuvent se prêter à toutes sortes de combinaisons, la somme des dépenses publiques sanctionnée par le Congrès est un fait et l'on sait que les faits sont de leur nature, inexorables.

Ainsi, après avoir publié les tableaux comparés des dépenses publiques des sept dernières années, nous disions naguère par manière de rapprochement, que sous Washington les dépenses du gouvernement montaient à moins de $2 000,000, que sous John Q. Adams, elles allaient à $13,000,000 et que sous Martin Van Buren elles excédaient $27,000,000.

Là dessus on nous a accusé de *duplicité* de mauvaise foi, &c. en nous promettant des tableaux, desquels il résulterait que les dépenses de M. Van Buren n'excédaient pas treize millions et demi tandis que celles de l'administration de M. Adams s'élèvent à quinze millions.

Et lorsque les documens ont été publiés, nous avons trouvé que les dépenses du gouvernement étaient bien réellement d'après ces documens même, sous M. Adams de $13,000,000, et sous M. Van Buren, pendant la première année de son administration, de $37,000,000. Il n'y avait donc de notre part ni duplicité, ni mauvaise foi; nous ne voulons pas dire ce qu'il y a de la part de nos adversaires.

Voici du reste le tableau détaillé que vient de faire publier l'administration :

Années	Montant total des dépenses.	Montant total des dépenses, non comprises la dette publique.	Montant des dépenses ordinaires et permanentes du gouvernement.
1834	$21,896,438 47	$16,330,144 71	$7,377,992 06
1835	23,865,994 73	11,498,439 96	6,587,871 27
1836	24,562,288 44	13,092,316 67	7,626,979 12
1837	37,205,148 01	15,513,982 45	7,497,175 76
1838	33,180,479 52	13,296,041 45	7,789,201 16
1839	26,044,536 40	12,960,460 62	7,663,204 46
1840	24,869,230 30	13,220,337 33	7,979,892 50
1841	30,698,416 13	13,984,687 90	7,979,412 66
1842	34,566,286 66	16,616,288 77	8,482,616 42
1843	34,847,060 07	20,718,778 11	8,927,083 67
1844	29,061,288 44	18,455,417 56	9,087,797 97
1845	27,826,161 36	17,314,290 36	9,167,209 23
1846	29,829,764 04	19,203,214 24	10,295,870 10
1847	57,500,507 13	37,343,210 94	13,498,331 63
1848	38,554,158 35	23,540,710 06	13,637,564 44
1849	37,120,306 80	20,592,907 75	13,283,904 17

Jusqu'à présent on n'avait jamais divisé les dépenses qu'en deux catégories: les dépenses proprement dites et le paiement de la dette, lorsqu'il y a eu une dette à payer.

L'administration actuelle a imaginé de subdiviser la colonne des dépenses publiques en dépenses ordinaires et permanentes, et en dépenses extraordinaires et temporaires, afin, sans doute, de mieux dissimuler l'énormité du chiffre total.

Sans vouloir examiner ce que cette subdivision a d'insolite, et combien elle est susceptible d'arbitraire dans les classifications, nous ferons remarquer qu'elle ne change rien à la nature des choses, et qu'elle ne prouve nullement que les dépenses aient été moindres.

Prenons pour comparaison la première année de l'administration de M. Adams en 1825, qui a coûté, nous comptons le paiement de la dette publique, environ $12,000,000, et la première année de l'administration de M. Van Buren qui a coûté $37,000,000.

D'après le nouveau tableau de division, les dépenses ordinaires et permanentes en 1825, s'élevaient à $6,537,671
et les dépenses extraordinaires et temporaires à 4,952,768 $11,490,459

D'après ce même tableau, les dépenses ordinaires et permanentes s'élevaient en 1837 à $13,098,331
et les dépenses extraordinaires 24,144,863 37,243,214

Ainsi il résulte de ces détails que là où M. Adams a dépensé six millions et demi pour dépenses ordinaires, M. Van Buren a dépensé treize millions; et que là où M. Adams a dépensé cinq millions pour dépenses extraordinaires, M. Van Buren a dépensé vingt quatre millions!

On nous dira peut être qu'on doit déduire des deux années suivantes de M. Van Buren, (1838 et 1839) une quinzaine de millions qui ont servi au paiement de la dette.

A cela nous répondons d'abord qu'il n'est pas juste de faire cette déduction, parce que la dette elle-même, qu'on allait avoir été payée en partie, n'est qu'une somme de plus dans l'administration de M. Van Buren.

On comprend qu'on ait contracté une dette dans la longue et glorieuse lutte de l'indépendance; on comprend qu'on ait contracté une nouvelle dette dans la guerre de 1812 avec l'Angleterre; mais comment M. Van Buren a-t-il pu créer une dette en pleine paix? Quelle en peut être l'origine? et où prennent-elle?

Dira-t-on que la dette résulte des termes accordés dans de la compagnie aux négocians pour payer leurs droits de douane? Mais s'il en était ainsi, on n'aurait fait qu'une avance dont le remboursement aurait été graduellement opéré par les négocians eux mêmes, à mesure de l'acquittement de leurs bonds. Ces bonds ont entièrement été réglés pendant les années 1837, 1838 et 1839. S'ils ne l'avaient pas été, l'administration aurait inévitablement fourni au Congrès le tableau de ses dettes en suspens.

Ainsi, il est impossible d'admettre en déduction le prétendu paiement d'une prétendue dette prêtée et plaidé prêt et dont on ne peut justifier l'origine.

D'ailleurs, dans toute ce qu'on connaît à cet égard de l'administration de Mr. Van Buren, il n'en est pas une seule qui ne donne des soupçons de dilapidation et de prodigalité. Ce n'est pas sans raison que le peuple a donné à cette administration le surnom de *Magnificent*. Les dépenses de la maison blanche, les dépenses de la marine, les dépenses de la guerre, les dépenses des Indiens, les dépenses des travaux publics, les dépenses des bâtimens publics, les dépenses des ambassades, les dépenses des dépôts, les dépenses des monnaies, les dépenses des douanes, les dépenses des postes, les dépenses des pensions, les dépenses des arsenaux, les dépenses des fortifications, les dépenses des arpentages, les dépenses des phares, les dépenses des bureaux des brevets d'invention, les dépenses des bureaux des patentes, les dépenses des bureaux des terres, les dépenses des bureaux des comptes, les dépenses des bureaux des commissaires, les dépenses des bureaux des secrétaires, les dépenses des bureaux des procureurs, les dépenses des bureaux des marshals, les dépenses des bureaux des greffiers, les dépenses des bureaux des juges, les dépenses des bureaux des législatures, les dépenses des bureaux des gouverneurs, les dépenses des bureaux des trésoriers, les dépenses des bureaux des auditeurs, les dépenses des bureaux des receveurs, les dépenses des bureaux des agens, les dépenses des bureaux des commissaires, les dépenses des bureaux des surveillans, les dépenses des bureaux des inspecteurs, les dépenses des bureaux des arbitres